

«La conférence de Nixon sur le pétrole» dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (17 janvier 1974)

Légende: Le 17 janvier 1974, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung met en lumière les enjeux de la Conférence énergétique de Washington qui, autour du président américain Richard Nixon, réunit les représentants des États membres de la Communauté économique européenne (CEE) et ceux des membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP).

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Fack, Fritz Ullrich; Fest, Joachim; Welter, Erich. 17.01.1974, Nr. 14. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Nixons Oelkonferenz", auteur:Vocke, Harald , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_conference_de_nixon_sur_le_petrole_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_17_janvier_1974-fr-cb9bd978-7978-4269-926f-aa78afce1d41.html



Date de dernière mise à jour: 24/05/2017

La Conférence de Nixon sur le pétrole

Par Harald Vocke

Personne en Occident n'a si instamment mis en garde contre une crise de l'approvisionnement en pétrole brut que ne l'a fait le diplomate américain James E. Akins. En 1972 déjà, il conseillait aux Américains de se boucher les oreilles pour ne pas entendre le «chant des sirènes vantant l'énergie bon marché» et de se préparer à des prix élevés pour le pétrole. Akins avait encore participé de façon décisive à l'élaboration du premier message présenté par le président Nixon devant le Congrès au sujet de la politique énergétique, message qui renfermait des directives pour une longue époque de pénurie d'énergie. Il ne s'est apparemment pas fait beaucoup d'amis à cette occasion. En tout cas, sa nomination au poste d'ambassadeur américain en Arabie Saoudite, l'automne dernier, a quasiment fait l'effet d'une mesure disciplinaire de mutation. Même le plus habile des diplomates ne parviendra guère à convaincre le roi Feisal de changer fondamentalement l'orientation de la politique pétrolière de l'Arabie Saoudite, puisque Kissinger lui-même, dans son rôle de négociateur en Arabie Saoudite, n'a atteint aucun résultat notable.

Aux États-Unis, la crise de l'énergie provoque actuellement une perplexité plus grande encore qu'en Europe de l'Ouest et au Japon. Une grande conférence internationale est appelée à y remédier. Le président Nixon a convié à Washington les ministres des Affaires étrangères des principaux pays importateurs de pétrole. Dans la lettre d'invitation du président, il était cependant avant tout question de missions telles que les remplissent plutôt les ministres de l'Économie: Nixon proposait que la conférence débattre de mesures capables de freiner une augmentation trop rapide des besoins énergétiques des pays industrialisés et que le développement de nouvelles sources d'énergie soit coordonné. En outre, la conférence devrait développer «une position commune des consommateurs de pétrole». Dans la lettre de Nixon, il était également question de l'espoir des pays en voie de développement d'avoir accès à l'énergie «dans des conditions raisonnables». Mais la question essentielle de la conférence était passée sous silence dans cette invitation. Que se passera-t-il, demanderont les hôtes américains aux ministres des Affaires étrangères du Japon et des pays industrialisés d'Europe de l'Ouest, si, à l'avenir, les pays exportateurs de pétrole ne veulent pas mettre leur pétrole sur le marché à des conditions qui soient raisonnables et acceptables selon l'opinion américaine?

Washington a déjà pris une décision importante toute seule., Il y a quelques jours, le ministre américain de la Défense Schlesinger a prévenu les pays exportateurs de pétrole que, le cas échéant, les États-Unis se procureraient le pétrole nécessaire par la force. La conférence sur l'énergie doit-elle donc délibérer pour savoir à partir de quel degré d'obstination des pays exportateurs de pétrole il faut envisager le recours à la force, et quels pays seraient disposés à se battre aux côtés des États-Unis en cas de guerre du pétrole?

Jusqu'ici, ce ne sont là que des jeux d'esprit. Et ils devraient le rester pour toujours. Une guerre pétrolière au Moyen-Orient pourrait également se révéler une aventure dangereuse pour les États-Unis. L'agresseur devrait protéger les gisements pétroliers conquis, et ses ressortissants ainsi que ses investissements dans de nombreux pays africains et asiatiques se verraient menacés. Car même les États africains et asiatiques, qui pâtissent eux-mêmes des prix élevés du pétrole, se rangeraient du côté des pays exportateurs de pétrole en cas de guerre pétrolière. Pendant plus de dix ans, Moscou, Pékin et les régimes radicaux du Moyen-Orient ont proclamé que l'Occident ne payait que des prix dérisoires pour les ressources minières des peuples africains et asiatiques exploités. Cette propagande a produit son effet.

Le président Nixon n'avait tout d'abord invité que quelques membres de la Communauté européenne à la conférence sur l'énergie. Plus tard, il a cependant été annoncé que tous les membres de la Communauté pouvaient y participer. Les Européens de l'Ouest ont accepté l'invitation. Les préparatifs de la conférence ont soumis la Communauté européenne à l'obligation salutaire de s'efforcer plus énergiquement qu'ils ne l'auraient peut-être fait sans cela d'adopter une position commune dans la crise de l'énergie. Mais les principales questions de l'économie de l'énergie ne seront évidemment pas résolues par la conférence internationale sur l'énergie. L'augmentation rapide de la consommation de pétrole brut aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon pendant la dernière décennie a rendu le monde occidental plus dépendant des gisements pétroliers du Moyen-Orient que cela aurait été souhaitable pour la politique économique. Tous les pays exportateurs de pétrole cherchent maintenant, par des hausses de prix brutales, à profiter de cette

situation qui les avantage. Ils ne baisseront plus sensiblement les prix. Le pétrole brut, comme, de façon générale, toute sorte d'énergie utilisable économiquement, restera cher longtemps ou deviendra même plus cher encore.

Les pays industrialisés d'Europe de l'Ouest, qui sont bien plus dépendants des importations de pétrole que ne le sont les États-Unis, développeront certainement, dans cette situation, des avis divergents de ceux des États-Unis sur bien des questions. Mais des consultations et des négociations avec les Américains sur les problèmes de l'énergie s'imposent dans tous les cas, ne serait-ce que parce que l'Europe de l'Ouest et le Japon reçoivent une part considérable de leurs approvisionnements en pétrole brut des grands groupes pétroliers américains installés au Moyen-Orient. La conférence sur l'énergie à Washington est une entreprise utile. Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce qu'elle fasse des miracles. Car le pétrole restera cher.